

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-150

DU 23 MARS 2022

SOUTIEN AUX ÉCOLES DE PRODUCTION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la Liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 27-14 du 25 septembre 2014 portant approbation de la charte commune du service public francilien de l'orientation ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et des partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 modifiée relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 relative à la mise en œuvre du Plan investissement compétence : approbation de la convention et mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-295 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre du Pacte régional pour l'investissement dans les compétences : convention avec Pôle emploi et signature du PTIE du Val d'Oise ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 2022-006 du 16 février 2022 qui prévoit l'avenant n°2 au Plan régional d'investissement dans les compétences ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU le rapport n°CP 2022-150 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

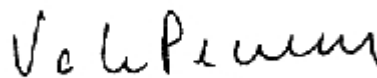
Article 1

Adopte le règlement d'intervention « soutien aux écoles de production » présenté en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2

Approuve la convention-type « Ecoles de production – convention de fonctionnement » pour le soutien sur les dépenses de fonctionnement proposée en annexe 2 à la présente délibération, ainsi que la convention-type « Ecoles de production – convention d'investissement » pour le soutien en investissement proposée en annexe 3 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1143302-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention écoles de production

SOUTIEN AUX ECOLES DE PRODUCTION

REGLEMENT D'INTERVENTION

Les Ecoles de production sont des établissements d'enseignement professionnel reconnus par l'Etat selon l'article L443-6 du code de l'éducation. Ils sont destinés à des jeunes de 14 à 18 ans en grande difficulté scolaire, en décrochage ou risquant de le devenir. Le but est de les préparer à des diplômes de l'Education Nationale (CAP, BAC PRO) ou à titres professionnels inscrits au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles).

L'Ecole de Production est un mode de formation initiale qui respecte 8 fondamentaux :

- Une formation à un métier avec un objectif d'excellence ;
- Une pédagogie partant de la pratique pour aller à la théorie : « faire pour apprendre » ;
- L'association de la pratique et de la théorie au même endroit ;
- Un nombre important d'heures de formation en situation de production ;
- Un volume significatif de production (produits et services) destiné à la vente dans les conditions réelles du marché ;
- Une école ouverte à tous les élèves, dès 14 ans (ou 15 ans si machines dangereuse) ;
- Une approche pédagogique clairement éducative ;
- Un conseil d'administration ou un comité de pilotage spécifique.

La particularité de ces écoles réside dans une pédagogie fondée sur le principe du « faire pour apprendre ». Les écoles de production proposent une méthode pédagogique particulière qui place le jeune en situation réelle de travail afin de répondre à des commandes de clients, entreprises ou particuliers. Ainsi, deux tiers de la formation se déroule en atelier auprès d'un maître professionnel et un tiers du temps est consacré à l'enseignement théorique. Cette alternance production/cours théorique se déroule sur un même lieu avec une même équipe pédagogique.

Au travers de cette approche pédagogique, les écoles de production répondent à leur principal objectif qui est d'être un lieu d'intégration progressive à la vie professionnelle, et permettent également aux jeunes de retrouver confiance en eux.

Enfin, cette pédagogie apporte aux jeunes la possibilité de poursuivre un cursus de formation en voie initiale scolaire ou par apprentissage.

Les Ecoles de Production sont labellisées par la Fédération Nationale des Ecoles de Production (FNEP).

En Ile-de-France, il existe actuellement trois écoles créées en 2018 et 2021 :

- EDP ICAM PARIS SENART à LIEUSAIN (77) en usinage ;
- EDP GRAINES d' Avenir à MESNIL LES HAMEAUX (78) en maraîchage bio ;
- EDP du Grand Paris Nord IRON ACADEMY à STAINS (93) en métallerie.

La Région souhaite soutenir les écoles de Production existantes et porte l'objectif de 20 écoles de production sur le territoire francilien d'ici 3 ans.

I - ELIGIBILITE DES BENEFICIAIRES

Sont éligibles les écoles de production labellisées par la FNEP intervenant sur le territoire de la Région Ile-de-France.

II - INSTRUCTION DE LA DEMANDE

Constitution du dossier de demande

L'Ecole devra déposer une demande de subvention auprès de la Région Ile-de-France.

L'Ecole devra déposer un dossier qui sera constitué :

- d'une présentation de l'école, dont une preuve de la labellisation de la FNEP ;
- du nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire en cours ;
- de la présentation des réponses aux critères régionaux précisés ci-dessous ;
- le cas échéant, d'une présentation détaillée du projet d'investissement avec son plan de financement détaillé.

Critères d'intervention

La Région Ile-de-France sera attentive à un certain nombre de critères :

- **Une couverture géographique homogène** se traduisant par une implantation des écoles équilibrée sur l'ensemble du territoire régional et **répondant aux enjeux d'aménagement du territoire** privilégiant les territoires les plus en difficulté, notamment les territoires ruraux et les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- **Le choix de la filière/secteurs d'activité** : une attention particulière sera portée à l'inscription de l'école sur des métiers en tension, sur des filières rencontrant des difficultés de recrutement et sur les secteurs porteurs, en priorité tel qu'identifiés par la Région Ile-de-France.
- **La capacité à répondre aux besoins économiques du territoire**. Des partenariats avec les entreprises locales seront à privilégier. Ils permettront aux jeunes de mieux appréhender le monde du travail, au travers de visites ou par la réalisation de production.
- **L'engagement à participer à la lutte contre le décrochage scolaire** en s'adressant à des jeunes de quartiers prioritaires, des jeunes des zones rurales, des NEETS.
- **Une offre de formation en complémentarité** avec les formations proposées sur le territoire. Pour cela, priorité sera donnée à des projets mettant en œuvre des partenariats avec des lycées et/ ou des CFA sur le territoire local et/ou régional.
- **La capacité à mobiliser des financements publics et privés** en particulier lors de sa création.
- **Un budget cohérent, équilibré**, basé sur un modèle économique soutenable à trois ans en privilégiant les partenariats public-privé.

III – MODALITES DE SUIVI

L'école de production devra être en mesure de produire un **bilan qualitatif** de son activité. Dans ce cadre, il conviendra aux écoles d'indiquer :

- Les actions pédagogiques innovantes mises en place concernant le sourcing des jeunes, l'information sur les métiers et les formations ;
- Les modalités permettant un suivi individualisé du jeune : diagnostic d'entrée, livret individuel du jeune retraçant les cours de soutien éventuels, etc ;
- Les actions mises en place garantissant un accompagnement suffisant et permettant le maintien des jeunes dans leur parcours et la lutte contre les décrochages ;
- Les actions de préparation à la sortie du jeune : les mises en relation avec le ou les CFA et lycées via des journées découvertes, par exemple. L'école de production devra être en mesure de produire un **bilan quantitatif** de son activité en transmettant un certain nombre d'indicateurs de réalisation :
 - Le nombre d'inscrits dans l'école à date ;
 - Le nombre de décrocheurs entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre ;
 - Le nombre de décrocheurs entre le 1^{er} janvier et le 30 juin ;
 - Le nombre de jeunes présents à l'examen ;
 - Le taux de réussite aux examens ;
 - Le taux de réussite de passage de 1^{re} année de formation en 2^e année de formation ;
 - Le nombre de poursuites de formation en contrat d'apprentissage ;
 - Le nombre de poursuites de formation en voie scolaire initiale ;
 - Le nombre de poursuites de formation vers les dispositifs d'insertion ou de formation professionnelle ;
 - Le nombre d'insertion en emploi.

IV - MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le soutien régional aux écoles de production peut se faire en fonctionnement ou en investissement.

En fonctionnement

Le montant de l'aide régionale annuelle est calculé pour chaque école de production bénéficiaire selon la formule suivante : 5 000€ TTC multiplié par le nombre d'élèves de ladite école inscrits pour l'année scolaire en cours.

En investissement

La région participe aux coûts d'investissement de l'école de production à hauteur de 50% maximum des montants totaux investis, et dans la limite de 100 000€ par projet. Le soutien en investissement s'entend pour tout nouveau projet d'école ou travaux d'extension significatifs visant l'augmentation du nombre d'élèves de l'école ou la création d'une nouvelle section. Les financements régionaux peuvent couvrir notamment les travaux de construction, extension, aménagement, rénovation, ou mise aux normes ainsi que l'équipement amortissable.

Attribution et modalités de versement

Après instruction par les services de la Région du dossier complet ci-dessous défini, il appartiendra à la Commission permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France de décider de l'attribution de l'aide.

Le versement de l'aide est subordonné à la conclusion d'une convention entre l'école de production et la Région, conforme à une convention type votée par la Commission permanente. Cette convention détaille les droits et obligations du bénéficiaire.

V - ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES

L'école de production bénéficiaire du dispositif s'engage à accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, conformément au dispositif régional « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » (délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016).

Pour les bénéficiaires de droit privé, toute aide régionale est conditionnée au respect et à la promotion de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur (délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée).

L'Ecole de production bénéficiaire s'engage à respecter, tel que définie par la convention qui sera signée entre le bénéficiaire et le représentant du Conseil Régional d'Ile-de-France tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Annexe 2 : Convention-type écoles de production fonctionnement

CONVENTION :

ACTION SAFIR :

N° Iris :

CONVENTION

SOUTIEN AUX ECOLES DE PRODUCTION – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Entre

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP du

ci-après dénommée « la Région »,
d'une part,

et

L'organisme dénommé :

dont le statut juridique est (*forme juridique*) :

dont le n° SIRET et code APE sont :

dont le siège social est situé au (*adresse*) :

.....

ayant pour représentant :

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre du dispositif « Soutien aux Ecoles de Production », relevant du Pacte régional d'investissement dans les compétences tel qu'adopté par délibération du conseil régional n° CR 2019-11 du 20 mars 2019, modifié par l'avenant n°1 signé le 12.11.2019 et l'avenant n°2 adopté par délibération du conseil régional n° CR 2022-006 du

L'attribution d'une subvention par la Région ainsi que son versement sont effectués conformément aux dispositions adoptées en conseil régional (délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2021 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France modifié, adopté par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021), et dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX-XX du XXXXXX, la région Île-de-France a décidé de soutenir (*nom du bénéficiaire*) au titre de l'année XXXX, pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique selon la formule suivante :
5 000€ TTC multiplié par le nombre d'élèves du bénéficiaire inscrits pour l'année scolaire en cours, soit un montant prévisionnel maximum de subvention de XXX €.

Le budget prévisionnel du projet est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations générales

Obligations relatives au projet subventionné :

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des mesures du dispositif « Soutien aux Ecoles de production » et à respecter les procédures définies par la Région pour elle-même et les interlocuteurs désignés par elle pour l'exécution de ces actions.

En référence au règlement d'intervention du dispositif « Soutien aux Ecoles de production », le bénéficiaire s'engage également à :

- Transmettre un dossier de candidature avec les éléments de présentation mentionnés ;
- Fournir un bilan qualitatif et quantitatif d'activité de l'Ecole.

Article 2.2 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans la fiche projet jointe à la présente convention.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Fournir le bilan financier et comptable annuel approuvé et certifié par le dirigeant et par l'expert-comptable ou par un commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.
- Tenir un compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque opération.
- En outre, le bénéficiaire s'engage à saisir trimestriellement l'ensemble des informations relatives à l'exécution de la subvention par le biais du système d'information régional dédié permettant son suivi dématérialisé.
- Respecter les obligations en matière d'achat de prestations auxquelles il peut être soumis tant au regard du droit français que du droit communautaire.
- Appliquer s'il y a lieu le code de la commande publique.

Article 2.3 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique.

Relevant d'un financement au titre du Pacte régional d'investissement dans les compétences, le bénéficiaire s'engage aussi à indiquer, de façon lisible et explicite, la participation de l'Etat à la réalisation de l'opération par une publicité appropriée, conforme au logo fourni par la préfecture de région, sur tous les supports de communication et d'information du public imprimés, électroniques, lors des réunions publiques et à l'occasion des relations avec la presse.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.4 : Obligations en matière de la protection des données à caractère personnel

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France et le bénéficiaire (ci-après, le Responsable de traitement disjoint ») sont qualifiés de responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le responsable de traitement disjoint sont dénommés ensemble les « parties ».

La région Ile-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le responsable de traitement disjoint.

Ainsi, les parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des parties étant destinataire de l'autre.

Les parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des parties s'engage à :

- Informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- Recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- Permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- Mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- Respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- Inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- Nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- Encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- Assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre partie de ce fait.

Lorsqu'une partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre partie, la partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

Le non-respect par le bénéficiaire de ces obligations d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 2.5 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et

détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 3.2 : Modalités de versement

Toute demande de versement est effectuée à l'initiative de l'organisme. Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Article 3.2.1 : Versement d'une avance

Le versement d'une avance à valoir sur les paiements prévus, sur justification du besoin de trésorerie et dans la limite de 50 % du montant de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté, signé et cacheté par le représentant légal.

Article 3.2.2 : Versement d'un acompte

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à valoir sur les paiements déjà effectués.

Le versement de l'acompte est subordonné à la production (*4 documents*) :

- De la demande de versement d'acompte, générée à partir du système d'information de la Région,
- Du compte-rendu financier intermédiaire
- D'un état récapitulatif des dépenses. Cet état récapitulatif doit préciser les référence, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés
- Du rapport d'activité intermédiaire.

Ces documents doivent être datés et signés par le représentant légal du bénéficiaire, revêtus du nom et de la qualité du signataire et comporter le cachet de l'organisme. Le compte-rendu financier et l'état récapitulatif doivent également comporter selon le cas, la signature de l'agent comptable, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté à défaut le trésorier de l'organisme subventionné).

Le cumul de l'avance et de l'acompte ne peut excéder 70 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

Le versement du solde de la subvention est effectué sur appel de fonds qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération et est subordonné à la production de (5 documents) :

- La demande de versement du solde,
- Le compte rendu financier final,
- Un état détaillé des dépenses. Cet état récapitulatif doit préciser les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés,
- Le bilan qualitatif et quantitatif d'activité final, tel que prévu par le règlement d'intervention.

Ces documents doivent être datés et signés par le représentant légal du bénéficiaire, revêtus du nom et de la qualité du signataire et comporter le cachet de l'organisme. Le compte-rendu financier et l'état récapitulatif doivent également comporter selon le cas, la signature de l'agent comptable, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté à défaut le trésorier de l'organisme subventionné).

Le montant total de la subvention ne dépassera en aucun cas le montant prévisionnel fixé par la convention.

Calcul du montant final de la subvention

Le montant définitif de la subvention accordée est calculé :

Au regard du nombre d'élèves réellement accueillis

Suivant le règlement budgétaire et financier régional, dans le cas où l'avance perçue par le bénéficiaire est supérieure aux dépenses réelles ou que le seuil d'intensité de l'aide excède les plafonds autorisés du fait d'une sous-exécution des cofinancements privés, elle donne lieu à un reversement à la Région.

Dans le cas où les recettes réelles perçues par le bénéficiaire s'avèrent supérieures aux dépenses effectives, la Région se réserve le droit d'écarter la subvention régionale à l'équilibre budgétaire du projet.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiement, Délégation régionale Ile-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, 93555 MONTREUIL cedex.

Article 3.3 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du.....(*date de démarrage de l'action ou à défaut la date de la CP*) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir la date de la CP d'attribution.

Sans préjudice des articles 2.1, 2.2 et 2.3, elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations

par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire des cinq documents nécessaires au calcul du solde de la subvention figurant à l'article 3.2.3 de la présente convention.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « fiche projet » adoptées par délibération n° CP XX-XX.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le.....

Le.....

L'organisme

*(Nom, qualité du signataire
et cachet de l'organisme)*

La Présidente du

conseil régional d'Île-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 3 : Convention-type écoles de production investissement

CONVENTION SOUTIEN AUX TRAVAUX ET EQUIPEMENTS DANS LES ECOLES DE PRODUCTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE,

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
Dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS
N° SIRET : XXXXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)
Dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE
Ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

D'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Subvention d'investissement pour les travaux et équipements dans les Ecoles de production » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP.....du.....2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de **DUREE AFFECTATION** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de formation des élèves de l'Ecole de production.

Pendant la durée d'amortissement des biens subventionnés par la Région, soit pendant xx ans commençant à courir à compter de la date d'effet de la présente convention, les biens ci-dessus définis sont affectés exclusivement à la formation des élèves de l'école de production.

Afin de s'assurer de la bonne utilisation des fonds publics, la Région conditionne sa participation au respect d'une mise en concurrence adaptée et à la mise en œuvre d'une démarche environnementale.

Le bénéficiaire, le cas échéant, est tenu d'informer la Région de tout projet de vente du bien immobilier réalisé en totalité ou en partie par une ou des subventions de la région Île-de-France.

En cas de cession avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire est tenu :

- d'en informer au préalable la Région,

- de porter à la connaissance de l'acquéreur les obligations résultant de la présente convention qui lui sont intégralement transférées, dont celles relatives à l'objet et à la durée de l'affectation des dits biens. En cas de refus du repreneur de se voir transférer ces obligations, une partie de la subvention sera restituée à la Région.

En cas de cessation d'activité, totale ou partielle, du bénéficiaire, le bien immobilier sur lequel porte la présente convention doit être cédé à un organisme qui s'engage à poursuivre l'affectation, ci-dessus définie, pour la durée restant à courir.

À défaut du respect des dispositions, ci-dessus, le bénéficiaire reverse à la région Île-de-France l'intégralité de la subvention perçue au titre de la présente convention au prorata des années restant à courir.

Si la durée de la convention est égale ou supérieure à 12 années, le bénéficiaire s'engage à publier à ses frais la présente convention au bureau des hypothèques.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES

Le bénéficiaire s'engage à recruter ☒ stagiaires pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les inscriptions de stagiaires découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire implante un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) visible de la voie publique et en bon état d'entretien, portant la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de (taux de prise en charge) % du coût total de l'opération ».

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France et le bénéficiaire (ci-après, le Responsable de traitement disjoint) sont qualifiés de responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le responsable de traitement disjoint sont dénommés ensemble les « parties ».

La région Ile-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le responsable de traitement disjoint.

Ainsi, les parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des parties étant destinataire de l'autre.

Les parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des parties s'engage à :

- Informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- Recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- Permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- Mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- Respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- Inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- Nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;

- Encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- Assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre partie de ce fait.

Lorsqu'une partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre partie, la partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

Le non-respect par le bénéficiaire de ces obligations d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état

récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de ☒ justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- ☒ justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE VOTE**.

Elle prend fin à l'expiration de la durée d'amortissement des biens subventionnés définie à l'article 2, paragraphe 2.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
Du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)